

Hebdo Canada

Ref.



Ottawa, Canada.

Volume 5, N° 28
(Hebdomadaire)

le 13 juillet 1977

Réunion ministérielle du Conseil de l'OCDE	1
Déléguée de la culture traditionnelle	3
Mort accidentelle du chef national du Crédit social	3
Visite en Hongrie du ministre d'État aux Affaires urbaines	3
Timbres commémoratifs émis par le Canada et les É.-U.	4
Le Canada reconnaît le Djibouti	4
Cours de formation pour les cadets ..	4
La chronique des arts	5
Secours accordé à Haïti	6
Nouvelles brèves	6

Réunion ministérielle du Conseil de l'OCDE

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Don Jamieson, a participé à la réunion ministérielle du Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui s'est tenue à Paris les 23 et 24 juin dernier.

Cette réunion était la première occasion pour les pays membres de discuter des résultats de la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI) qui avait eu lieu, également à Paris, à la fin de mai.

Dans une allocution qu'il a prononcée devant les membres du Conseil de l'OCDE, M. Jamieson a parlé des réalisations et aussi des déceptions de la Conférence précédente (CCEI), et a surtout insisté sur la nécessité de poursuivre nos efforts pour combattre la pauvreté et la faim dans les pays en développement.

Voici quelques extraits de son discours.

“...La CCEI s'est attaquée à deux des défis essentiels auxquels l'humanité est confrontée: la question énergétique et les problèmes à la fois aigus et à long terme du développement. Des succès ont été enregistrés, des efforts très sensibles ont été faits par les pays industrialisés sur les questions de développement. Ces efforts ont été reconnus et accueillis avec satisfaction par les populations de nos pays et par les pays en développement, sinon officiellement, du moins officieusement.

Quelques déceptions

“Mais il y a eu aussi des déceptions. Les pays industrialisés n'ont pas été encouragés par la réponse assez circumspecte du monde en développement aux mesures nouvelles convenues dans le cadre de la CCEI. Certains ont regretté qu'il n'ait pas été possible de s'entendre sur un mécanisme permanent de consultations en matière énergétique. De leur côté, les pays en développement ont regretté que les résultats obtenus soient restés en deçà de leurs aspirations aux changements structurels nécessaires à la création d'un nouvel ordre économique. Mais ces désappointements ne sauraient faire oublier les résultats parfaitement tangibles obtenus par la Conférence:

- Un programme de coopération et de développement en matière d'énergie pouvant servir de cadre à de futurs travaux internationaux. Ce programme comporte des mesures spécifiques

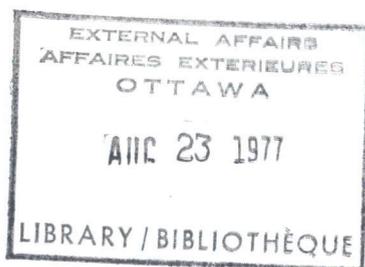
visant la mise en valeur du potentiel énergétique des pays en développement.

- Des engagements visant l'accroissement des flux de l'aide au développement, un programme spécial d'action destiné à aider les pays en développement particulièrement désavantagés, et le soutien de la décennie du développement de l'infrastructure en Afrique.

- Un accord sur l'établissement d'un fonds commun et sur l'intention d'entamer des négociations concernant un nouvel arrangement international sur les céréales.

- D'autres progrès dans toute une série de domaines, allant de la constitution d'une réserve internationale de céréales pour les cas d'urgence, à l'accès des pays en développement aux marchés de capitaux.

“Avant tout, je devrais indiquer que la CCEI a contribué à souligner la persistance avec laquelle les pays en développement continuent de demander une modification structurelle du système économique international. Nous pouvons nous attendre à voir ces demandes se poursuivre et s'intensifier dans le domaine monétaire et dans les secteurs des échanges et des matières premières. Il ressort de plus en plus clairement des réunions importantes qui ont récemment eu lieu, en particulier la réunion au sommet de Downing Street, que l'on perçoit nettement la nécessité de déployer de vigoureux efforts de coopération pour relever ce défi. Des signes de plus en plus nombreux témoignent de la reconnaissance



13 juil - 77

d'une évolution qui doit se poursuivre. Je pense toutefois qu'il conviendrait, dans nos travaux futurs, de faire comprendre aux pays en développement qu'ils auraient tort de sous-estimer les difficultés que rencontre le monde développé. Dans une situation économique difficile, nous devons obtenir le soutien de l'opinion publique à ces changements qui, de par leur nature même, imposeront une charge supplémentaire à la population de nos pays. Je dois, en outre, souligner qu'il est de l'intérêt de tous les pays d'assurer la santé de l'économie mondiale. Cette santé doit être intégralement restaurée et préservée si l'on veut que le système international et les économies de nos pays puissent préserver et accroître leur capacité à répondre aux besoins du développement.

"...En bref, les travaux sur le front du développement se poursuivent de façon très intensive. Nous ne pensons pas qu'il serait particulièrement utile de consacrer encore de notre temps à l'analyse détaillée des résultats de la CCEI. Il est, à notre avis, plus nécessaire que jamais de planifier nos activités futures.

Questions essentielles

"Un certain nombre de questions essentielles doivent être posées au début de cette phase de consolidation: sous quelle forme le dialogue sur l'énergie devrait-il être poursuivi? Peut-on donner une nouvelle orientation aux efforts d'aide au développement? Dans quel sens devons-nous chercher à faire évoluer nos relations avec les groupes de pays en développement? Nos cadres institutionnels contribuent-ils à la réalisation de nos objectifs dans ces domaines?

Considérons d'abord la question de l'énergie. Nous ne sommes pas parvenus à nous mettre d'accord à la CCEI sur un organe représentatif restreint composé de pays industrialisés, de l'Organisation des pays exporteurs de pétrole (OPEP) et de pays en développement importateurs de pétrole, pour continuer le dialogue sur l'énergie. Les discussions internationales sur les questions énergétiques se poursuivront inévitablement quelque part, ne serait-ce qu'en raison du programme international de coopération et de développement en matière d'énergie de la CCEI. Les contacts bilatéraux continueront

de revêtir une importance de premier plan, et nous ne devons pas oublier la contribution apportée par la CCEI au renforcement de ces contacts. Le problème essentiel est maintenant de définir la forme à donner à la mise en oeuvre multilatérale de ce programme.

"Certains signes donnent à penser que l'OPEP pourrait envisager favorablement une certaine intensification des contacts entre producteurs et consommateurs, par le biais de l'Agence internationale de l'énergie. C'est là une possibilité qui mérite d'être étudiée.

"Il semble également probable que les travaux ultérieurs sur les questions énergétiques seront discutés lors de la reprise de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies cet automne. Une intensification des études consacrées à l'énergie dans le cadre des Nations Unies présente deux sortes de risque. Un certain nombre d'organismes spécialisés existants se penchent déjà sur ces questions, et pourraient tenter de développer leurs activités dans ce domaine au point d'en arriver à un éparpillement des travaux, un alourdissement des coûts et une baisse d'efficacité. On peut citer l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et sa capacité d'assurer des garanties que le Canada ne voudrait voir ni réduire ni diluer. Je pense également à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), au centre des ressources naturelles des Nations Unies, et même à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) qui depuis quelques années, fournit une assistance technique dans le domaine de l'énergie. Il pourrait donc être souhaitable de centraliser les activités menées aux Nations Unies sur les questions énergétiques dans le cadre d'une institution unique, mais il nous faut alors étudier avec soin si une agence spécialisée pour l'énergie, entièrement nouvelle, serait bien la formule que nous souhaitons. Je pense que nos efforts communs à ce stade devraient surtout viser à éviter de tomber dans l'un ou l'autre de ces deux extrêmes.

"Les questions relatives à l'offre, à la demande et au prix de l'énergie pourraient aussi être examinées dans une assemblée internationale de composition restreinte comme la Banque mondiale. On pourrait peut-être étudier davantage l'idée d'un groupe consul-

tatif sur l'énergie, envisagée par les pays industrialisés à la CCEI, relative à l'accroissement futur des investissements de la Banque pour la mise en valeur de l'énergie, idée qui a été acceptée à la CCEI. La participation éventuelle de pays en développement, y compris bien entendu celle de l'OPEP, aux activités de recherche et de mise en valeur de l'énergie de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) pourrait offrir une occasion analogue. A notre avis, des opérations de ce genre présenteraient plus d'attrait.

Orientation future

"J'en arrive maintenant à l'orientation future de l'aide au développement. A la CCEI, les pays en développement ont réaffirmé qu'ils avaient la responsabilité première de leur propre développement. Toutefois, nous avons été un peu moins heureux lorsqu'il s'est agi de rassembler les énergies en faveur de l'idée qu'il faut combler les besoins humains essentiels. Nous devons faire en sorte que les avantages du développement, en fait le centre de convergence des programmes d'aide au développement, soient de plus en plus concentrés sur les secteurs les plus pauvres des pays en développement. Au Canada, notre politique est désormais d'orienter notre aide vers des programmes en faveur des pays les plus pauvres et, dans ces pays, en faveur de ceux qui sont les plus désavantagés. Je sais que dans cette enceinte de nombreux autres pays partagent cet objectif. Peut-être pourrions-nous utilement mettre nos énergies en commun pour faire en sorte que ce principe soit plus largement reconnu, en particulier dans les pays en développement. Nous pourrions aussi évaluer ensemble les types et les qualités des programmes qui ont le mieux contribué à la poursuite de cet objectif.

"Sur la question de nos relations générales avec les pays en développement, je crois que notre Secrétaire général a opportunément indiqué la nécessité de réexaminer nos liens avec ces pays. En particulier, à mesure que le groupe de ceux dont l'industrialisation la plus avancée progressera, et que les producteurs de pétrole continueront d'accumuler des recettes, il deviendra de plus en plus urgent de revoir les liens existant entre les pays développés et ces groupes. Ces changements apparaissent déjà, évidem-

Déléguée de la culture traditionnelle



Madame
Carmen
Roy

Le directeur du Musée national de l'Homme, M. W.E. Taylor jr, a annoncé récemment la nomination de Mme Carmen Roy au poste de déléguée scientifique (culture traditionnelle) auprès du Centre canadien d'études sur la culture traditionnelle.

Née à Bonaventure, Mme Roy oeuvre au Musée de l'Homme depuis 30 ans; ancienne élève et collègue de Marius Barbeau, elle s'est spécialisée dans l'étude du folklore de la Gaspésie.

Depuis sa création en 1970, le Centre canadien d'études sur la Culture traditionnelle s'est développé rapidement par suite de l'intérêt porté par le gouvernement fédéral au multiculturalisme et aux politiques qui en résultèrent. Sous la direction de Mme Roy, il a joué un rôle de premier plan dans les recherches en ce domaine et a créé une collection importante de données et d'objets se rapportant à la vie canadienne traditionnelle.

Mort accidentelle du chef national du Crédit social

La Chambre des communes et l'Assemblée nationale ont toutes deux rendu hommage à M. André Fortin, 33 ans, chef national du Crédit social, qui s'est tué accidentellement sur la route transcanadienne, non loin de Drummondville (Québec), dans la nuit du 23 au 24 juin. Seul au volant de sa voiture, M. Fortin se dirigeait vers son domicile après avoir quitté quelques heures plus tôt l'aéroport d'Ottawa où il était descendu au retour d'une tournée de quatre jours en Colombie-Britannique.

Les chefs politiques du pays, dont

Visite en Hongrie du ministre d'État aux Affaires urbaines

Lors de sa visite en Hongrie, à la mi-juin, le ministre canadien des Affaires urbaines, M. André Ouellet, et le ministre hongrois de la Construction et de l'Aménagement urbain, M. Jozsef Bondor, ont tenu une série d'entretiens sur la planification et l'aménagement des établissements humains. Les deux ministres ont souligné que leurs entretiens, consacrés à la recherche de points d'intérêt commun, avaient été utiles.

Teneur des entretiens

Les entretiens ont porté sur les progrès réalisés par le Canada et la Hongrie depuis Habitat (Conférence des Nations Unies sur les établissements humains), tenue à Vancouver, l'an dernier.

Les deux ministres se sont mis d'accord pour que leurs ministères se consultent davantage sur des questions, telles que l'énergie et les établissements humains, le logement et les techniques de construction, ainsi que l'administration urbaine. L'échange de documentation en ces trois domaines permettra ensuite de discuter entre

spécialistes, soit bilatéralement, soit par le truchement du Comité sur le logement, la construction et la planification de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

Les deux ministres ont accepté d'échanger immédiatement de l'information technique sur deux projets en particulier: le système canadien de recyclage des déchets domestiques appelé CANWEL (*Canadian Water Energy Loop*) et l'utilisation de l'énergie géothermique et solaire, comme sources énergétiques (*voir ci-dessous*).

M. Ouellet s'est dit très impressionné de l'effort intense de rénovation, entrepris par le gouvernement hongrois, dans le centre historique de la ville de Vezprem, non loin de Budapest. La façon unique de préserver les édifices historiques de Vezprem avait attiré l'attention de nombreux participants à la conférence d'Habitat. En outre, M. Ouellet a visité plusieurs projets d'habitation ainsi qu'une usine de maisons préfabriquées dans la région de Budapest.

Le procédé CANWEL est le fruit d'un important projet de recherche, entrepris par la Société centrale d'hypothèques et de logement du Canada, sur les moyens de traiter des déchets communautaires, de façon à conserver les ressources et à respecter l'environnement. Le concept est fondé sur trois sous-systèmes fondamentaux, qui peuvent être entièrement intégrés, ou utilisés séparément.

Les eaux vannes des municipalités, comprenant surtout des ordures ménagères, sont régénérées au point où elles peuvent être déversées telles quelles dans les égouts de surface, ou encore mises en réserve pour divers usages. Ainsi régénérées, ces eaux peuvent être traitées, par osmose inversée, pour donner une eau potable de la plus haute qualité.

Les déchets solides sont incinérés, par pyrolyse partielle, et la chaleur

est récupérée pour l'usage de la collectivité.

Si ces systèmes peuvent remplacer les systèmes conventionnels, on peut en tirer des bénéfices encore plus grands ailleurs. Le traitement des eaux vannes, à la source, permettra de réduire les égouts collecteurs et les conduites principales. Il permettra d'aménager ou de réaménager les centres-villes de façon plus dense, sans déranger les infrastructures existantes. Il serait vraiment possible de réutiliser l'eau régénérée, ne fût-ce qu'à des fins utilitaires. La récupération de l'énergie, par l'incinération des déchets, peut réduire la demande de combustibles à base de pétrole non renouvelable.

Le procédé CANWEL est conçu de façon à atteindre un haut degré d'efficacité, sans endommager l'environnement.

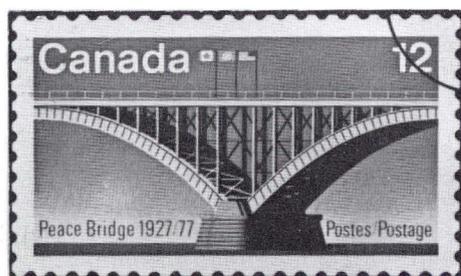
le premier ministre M. Trudeau, et celui du Québec, M. René Lévesque, ont déploré la "perte considérable" que représente, pour l'ensemble du pays, le départ du jeune chef créditiste.

La mort de M. Fortin, suivant de près celle de M. Réal Caouette survenue il y a à peine quelques mois, enlève au Crédit social son chef national pour la deuxième fois en moins d'un an.

Timbres commémoratifs émis par le Canada et les É.-U.

Les Postes canadiennes et le Service postal américain émettront conjointement deux timbres-poste pour commémorer le 50^e anniversaire de l'achèvement du "pont de la Paix" (Peace Bridge) qui relie Fort Érié en Ontario et Buffalo dans l'État de New York. Le ministre des Postes M. J.J. Blais et les représentants des Postes américaines se rencontreront le 4 août aux abords du pont pour le lancement officiel des nouveaux timbres.

Le timbre canadien, qui a été dessiné par Rolf Harder, de Montréal, est une représentation fidèle de la structure du pont et est remarquable par sa simplicité classique. Les lignes allongées ne sont brisées que par trois drapeaux ornant le pont, et évoquant la paix qui existe entre les deux nations depuis plus de 150 ans: le drapeau canadien à la feuille d'érable, la bannière étoilée des États-Unis et le drapeau des Nations Unies.



Notes historiques

Le Canada et les États-Unis entretiennent une amitié solide qui est devenue la norme pour des relations internationales harmonieuses. Le "pont de la Paix" (Peace Bridge) symbolise cette amitié.

Toutes considérations commerciales mises à part, les promoteurs du pont se le représentaient comme un monument à la paix qui régnait entre nos deux pays depuis la guerre de 1812. En 1914, les plans étaient déjà avancés, mais la Première Guerre mondiale éclata. Ce n'est qu'en 1927 que fut achevée la construction; il n'avait fallu que neuf mois aux ingénieurs pour triompher des puissants courants de la rivière Niagara.

Le 7 août 1927, un groupe impressionnant de personnalités se réunit pour inaugurer le pont. Il y avait, entre autres, le gouverneur de l'État de New

York, le vice-président et le secrétaire d'État des États-Unis, le premier ministre du Canada, M. Mackenzie King, celui de Grande-Bretagne, et le prince de Galles. Le premier ministre canadien fit remarquer à cette occasion que la paix que le Canada et les États-Unis avaient su maintenir était un exemple pour les autres pays. Le fait que les extrémités du pont reposent sur les sites d'anciennes forteresses, à Fort Érié comme à Buffalo, était, selon lui, réjouissante.

Le nouveau pont était non seulement un monument à la paix, mais aussi le symbole du nouvel esprit qui aimait les relations canado-américaines: le dix-neuvième siècle, en effet, n'avait pas été l'âge d'or de l'amitié entre les deux pays. La plupart des Nord-Américains britanniques se méfiaient des États-Unis; la guerre de 1812, les raids des Fenians et la crainte d'une invasion après la guerre de Sécession et durant la crise vénézuélienne de la fin des années 1890 avaient convaincu les Canadiens qu'ils devaient "lutter constamment pour leur indépendance contre un voisin puissant et sans principes..." mais le magnifique pont qui enjambe, depuis 50 ans, la rivière Niagara montre qu'aujourd'hui la confiance et l'amitié ont remplacé cette méfiance.

Le Canada reconnaît le Djibouti

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Don Jamieson, a annoncé que le Canada a reconnu la République du Djibouti au moment de son indépendance le lundi 27 juin. Un message de félicitations a été adressé par M. Jamieson au président de la nouvelle république, M. Hassan Gouled.

Cours de formation pour les cadets

Dans le cadre d'un programme double de cours théoriques et d'expérience pratique, plus de 18 000 cadets (dont 25% du sexe féminin) appartenant à la Marine, l'Aviation ou l'Armée canadiennes sauteront en parachute, piloteront des avions, feront de l'alpinisme ou vogueront sur les mers, pendant les mois de juillet et août. C'est par des cours en leadership, en plongée, en

navigation à voile, en communications, en parachutisme, en pilotage et vol à voile que les cadets apprendront à mieux connaître leur pays, à être en bonne condition physique et à développer leur intérêt pour la vie militaire. On compte actuellement 60 200 cadets dans les trois armes au Canada.

Marine

La Marine organise des cours d'instruction navale au sol et sur mer. Ainsi 3 100 moussaillons suivront des cours de plongée, de navigation aux instruments et à la voile, de cuisine et de diverses manoeuvres. Un groupe de 75 cadets participera à un programme d'échange avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas et les États-Unis. Un autre participera à des croisières commanditées par les ministères des Transports et de l'Environnement. Enfin, d'autres cadets de la marine suivront des cours de métiers tels ceux de charpentier, de steward, de commis de bureau, de musicien de fanfare, de technicien en communications et d'instructeur en éducation physique.

Aviation et Armée

Pour ce qui est des cadets de l'Aviation, quelque 6 500 d'entre eux s'entraîneront un peu partout dans le pays. Plusieurs espèrent suivre des cours de pilotage tandis que d'autres tenteront d'obtenir leur brevet de pilote de planeur ou participeront à un programme d'échange avec l'Europe.

Quant à l'Armée, elle offrira un entraînement très varié à travers le Canada. Il y aura des cours de leadership, de tir, de communications, de musique de fanfare, et d'athlétisme pour 6 600 cadets des diverses bases,

Onze cadets partiront dans le Grand Nord, à la conquête du 60^e parallèle et à l'initiation aux rigueurs du froid polaire. Enfin, il y aura des cours de parachutisme à Edmonton, tandis qu'un autre groupe participera aussi à un programme d'échange avec l'Europe.

■ Le ministre de l'Éducation de l'Ontario a annoncé que sa province déboursa 14 millions \$ de plus cette année pour inciter les commissions scolaires à offrir davantage de cours en français et de meilleurs cours dans les écoles élémentaires et secondaires.

La chronique des arts

Nos artistes canadiens à Paris



Le compositeur Raynald Arseneault, né à Québec, vit à Paris depuis 1973 où il a étudié tour à tour avec Tony Aubin, Claude

Ballif, Claude Lefebvre et Michel Philippot. Il travaille actuellement au studio de musique électronique du Conservatoire de Pantin.

Ses quatre *Miniatures pour Grand orchestre Op. 3* ont été créées en 1976 par l'Orchestre philharmonique de Radio-France et *Pâques Op. 9*, commandée par le Centre européen pour la Recherche musicale, l'a été aux dernières Rencontres internationales de musique contemporaine à Metz. Une de ses sonates a été donnée en première au Centre culturel canadien en mai dernier.

Liette Yergeau poète, qui a écrit le texte de *Pâques Op. 9* est née à Amos (Québec). Elle vit en France depuis 1973, préparant un doctorat d'État sur Claude Lejeune et ses poètes dans le cadre d'une recherche sur la poésie et la musique en France au XVII^e siècle. Liette Yergeau écrit aussi des contes pour enfants.



~ ~ ~



Suzanne Fournier
pianiste

La jeune pianiste canadienne Suzanne Fournier a donné récemment un récital au Centre culturel canadien, à Paris.

Suzanne Fournier a fait ses études au Conservatoire de musique de Montréal, sous la direction de Raoul Sosa. Depuis, elle a donné plusieurs récitals, joué comme soliste avec orchestre, et participé à des émissions radiophoniques tant au Québec qu'en France.

Elle poursuit ses études à Paris au-

près de Mme Yvonne Lefébure, depuis trois ans. Titulaire du diplôme européen du Conservatoire, elle a reçu le premier prix du Concours international Claude Debussy, et elle se produit dans le cadre des récitals "l'Aurore" ainsi qu'au Palais des Congrès et aux cours publics de Mme Lefébure à la salle Cortot.

Suzanne Fournier a participé à un symposium de musique contemporaine à New-York, a obtenu, plusieurs bourses de cours d'été dont celles de l'Académie de Nice, de *Juillet musical* et du *Centre d'Art d'Orford*.

~ ~ ~

Attribution de bourses du Conseil des Arts

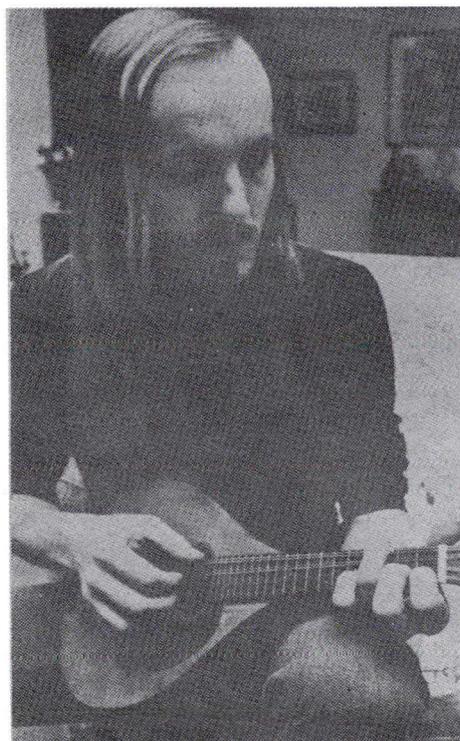
Le Conseil des Arts du Canada a annoncé les résultats de ses premiers concours de bourses de travail libre et de bourses de perfectionnement. Sur 148 candidats aux bourses de travail libre, 45 obtiennent satisfaction et reçoivent un total de 705 157\$; d'autre

part, 148 artistes sur 531 candidats reçoivent des bourses de perfectionnement, pour une somme totale de 1 199 177 dollars.

Les bourses de travail libre s'adressent aux artistes ayant plusieurs années de carrière et des réalisations importantes à leur actif, et qui pratiquent encore leur art. D'une durée de quatre à douze mois, les bourses peuvent s'élever jusqu'à 16 000\$, frais de subsistance, d'exécution et de déplacements compris.

Les bourses de perfectionnement s'adressent aux artistes qui ont terminé leur formation de base et qui sont au début d'une carrière professionnelle. La bourse leur permet de réaliser un projet bien circonscrit, ou de se livrer à des études avancées, pour une période de quatre à douze mois, au Canada ou à l'étranger. Proportionnelles à la durée du projet, ces bourses peuvent atteindre 8 000\$, plus, au besoin, des indemnités de déplacement et de frais d'exécution.

La chanson québécoise



Jim Corcoran



Bertrand Gosselin

"Jim Corcoran et Bertrand Gosselin" ne sont pas des nouveaux venus dans le domaine de la chanson québécoise, car depuis presque cinq ans déjà, ils sillonnent le Québec de long en large, et ont produit à ce jour trois microsillons dont le plus récent *La tête en gigue promet énormément*. Lointains cousins des "Séguin" et de "Seals and Crofts", "Jim et Bertrand" font une musique douce et peu spectaculaire, mais combien chaude et intime! (Au fil des événements, avril 77)

Réunion ministérielle... (suite de la p. 2)

ment, dans les relations bilatérales, mais il faudrait peut-être bien consolider de nouvelles formules à cet égard sur le plan multilatéral. Il s'agit là d'un processus qui ne sera ni rapide ni aisé. Une pleine association, considérée individuellement, d'états en développement avec les pays de l'OCDE est encore lointaine. On rencontrera des problèmes de définition et de catégorie. On rencontrera des résistances dues au simple fait que les pays en développement les plus avancés ne sauraient simultanément bénéficier d'avantages destinés à des pays en développement et participer pleinement aux conseils du monde industrialisé.

“Cependant, les pays de l'OCDE doivent entretenir et renforcer le mouvement d'intégration des pays en développement au système économique international. Dans ce processus, il nous faut encourager les pays moins développés à élargir le champ de leurs responsabilités. Le système international est confronté à des problèmes énormes: persistance de taux élevés d'inflation, niveaux de chômage insoutenables, graves distortions des balances de paiements, dangers de recours à des mesures protectionnistes dans le domaine des échanges, pénuries énergétiques, rôle de l'énergie nucléaire auquel s'ajoute, dans ce contexte, la question connexe de ce qu'il faut faire pour empêcher, comme nous nous le proposons, que la prolifération des armes nucléaires ne se poursuive. Il faut que dans le monde des réalités, la poursuite du dialogue avec les pays en développement reflète bien ces préoccupations.

“C'est une longue route et les déceptions y seront nombreuses. Nous

n'avons toutefois d'autres choix que d'agir pour améliorer la part des pays en développement. Au Canada, nous sommes fiers des résultats que nous avons obtenus dans le domaine du développement et nous avons été heureux de contribuer à la direction de la CCEI. Nous continuerons dans ce sens et nous consacrerons nos efforts à la poursuite de la lutte contre la pauvreté, la faim et l'ignorance.”

Secours accordé à Haïti

Le Canada a décidé de consacrer deux millions \$ à un programme spécial de secours à Haïti qui est actuellement victime d'une dramatique sécheresse.

La Croix-Rouge haïtienne recevra 500 000\$ pour se procurer immédiatement une aide alimentaire que la famine rend urgente dans diverses régions du pays. Le reste du don, 1,5 million \$, financera une intervention directement gérée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

La Croix-Rouge canadienne versera la subvention de l'ACDI destinée à la Croix-Rouge haïtienne, qui est le mieux en mesure d'acheter et de distribuer rapidement l'aide alimentaire aux populations les plus durement touchées par la disette.

La Croix-Rouge haïtienne a souligné que son pays traverse actuellement la troisième et la pire année d'une sécheresse qui menace des centaines de milliers de personnes d'une famine pouvant leur être fatale.

Nouvelles brèves

■ Le ministre fédéral des Communications, Mme Jeanne Sauvé, a rencontré les représentants d'un groupe de 20 000 pétitionnaires, mécontents de l'importance accordée à la violence et à la pornographie à la télévision, et de l'influence qu'elles exercent sur les enfants. Mme Sauvé a déclaré que la pétition démontre, hors de tout doute, l'inquiétude grandissante du public face à la violence à la télévision. Le ministre a affirmé que le problème faisait l'objet d'une étude prioritaire au sein de son ministère.

■ Le Conseil de recherches médicales du Québec (C.R.M.Q.) a accordé récemment une subvention de 300 000\$ à une

“équipe de recherche” du Département d'administration de la santé de l'Université de Montréal, dans le but de faire démarrer la recherche et de mener, possiblement, à la création d'un centre de recherche en administration de la santé.

■ L'année 1977 marque le 40^e anniversaire de fondation des Éditions Fides, de Montréal. A l'occasion des fêtes qui eurent lieu pour marquer cet événement, six nouveaux ouvrages ont été lancés: *Notre passé, le présent et nous*, de Michel Brunet; *Contes*, de Louis Fréchette; *Le marquis de Denonville* gouverneur de la Nouvelle-France (1685-1689), par Jean Leclerc; *Chansons pour tes yeux*, de Félix Leclerc, et une nouvelle édition illustrée par Albert Rousseau de deux autres livres du même auteur, *Adagio* et *Allegro*.

■ La République populaire de Chine vient d'offrir à la ville de Montréal une sculpture grandeur nature du Docteur Norman Bethume. Réalisée par quatre artistes chinois, la statue est exposée au Musée des Beaux-Arts en attendant son installation sur la place qui portera le nom du célèbre médecin canadien (coin Guy et Boulevard de Maisonneuve). Rappelons que Norman Bethume, qui jouit en Chine d'une grande réputation, est décédé dans ce pays en 1939 après avoir consacré les dernières années de sa vie à la cause chinoise.

■ Le ministre des Affaires culturelles du Québec a procédé à l'ouverture officielle du centre régional des Archives nationales à Trois-Rivières.

A cette occasion, le Fonds Rodolphe Duguay a été légué au centre régional. En effet, M^{me} Rodolphe Duguay lègue aux Archives nationales de Trois-Rivières, la correspondance, les notes de conférence et les manuscrits de son mari, le peintre trifluvien Rodolphe Duguay.

■ Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, M. Marc Lalonde, et le ministre des Affaires indiennes, M. Warren Allmand, ont annoncé la signature d'une entente avec le Territoire du Yukon en vertu de laquelle le gouvernement fédéral partagera le coût de certains services que le gouvernement territorial du Yukon offre aux adolescents qui ont des démêlés avec la justice.

Hebdo Canada est publié par la Direction des services d'information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à Mlle Y. DuSault, rédacteur en chef.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.

Ahnliche Ausgaben dieses Informationsblatts erscheinen auch in deutscher Sprache unter dem Titel Profil Kanada.